

ORDRE MONDIAL ET MEDIAS par Jean-Claude COURDY

Nous avons tous conscience que le Nouvel Ordre Mondial est encore à la recherche de son identité, qu' il n'a donc pas atteint le point d'équilibre sécurisant que nous connaissions dans le contexte Est-Ouest.

Prendre en compte l'Information

L'une des raisons qui explique la manifestation hésitante d'un phénomène identitaire où chacun trouve son camp dans une sorte de libre choix, c'est le manque de clarté du rôle qu'il convient d'attribuer aux médias et à l'information parmi toutes les autres composantes de l'ordre mondial. On peut même se demander, si, aux côtés des composantes traditionnelles, économie, stratégie, idéologie, il y a lieu de prendre en compte l'information.

Les Médias pour exister

On serait enclin à penser que c'est une évidence. Depuis une quinzaine d'années, on se renforce dans l'idée que plus rien ni personne n'existe ou ne peut exister sans les médias; la politique, l'économie, la stratégie, les idéologies, ne peuvent pas s'en passer, tant le sentiment est fort qu'on n'existe que par la connaissance et le plus souvent l'image que le monde extérieur perçoit de vous. Cette inclination à croire et à laisser croire que l'information et les médias représentent un pouvoir au même titre que le pouvoir politique ou le pouvoir économique ouvre la voie à toutes les dérives.

Dans un ordre mondial qui ne veut pas devenir un désordre, l'information trouve difficilement sa place dans la mesure où par vocation naturelle elle s'occupe des désordres, ce qui signifie conflits et tensions

- Personne n'est capable d'assurer une réglementation
 - Personne n'est capable de définir ce qu'il faut réglementer :
- L'accès aux sources, l'accès aux véhicules de transmissions, les méthodes de travail des journalistes, la profession de journaliste Même s'il existait une réglementation, pourrait-elle garantir la vérité et l'objectivité ?

Fi de spéculations dont l'objet demeure largement insaisissable, il convient de s'en tenir aux réalités :

- Un modèle occidental de l'information tend à s'imposer comme modèle universel de référence
- Ce modèle s'approprie pratiquement tous les véhicules de diffusion de masse à l'échelle de la planète.

Or, en rupture avec ce modèle, une fraction importante et sans doute majoritaire de l'univers ne se reconnaît pas dans une information jugée inexacte, approximative, hostile et souvent manipulatrice.

C'est le cas de la Chine communiste, de l'Islam radical iranien ou syrien, mais même d'un Islam modéré comme l'Islam Indonésien. C'est aussi le cas des minorités: Kurdes, Azéris, Arméniens... des populations maintenues sous tutelle:

Indiens d'Amazonie, minorités Erythréennes... des minorités en révolte: Corses, Basques, Irlandais.

Une situation de fracture s'est installée dans le monde.

Le système de valeurs que défend l'Amérique et qui n'est rien d'autre que celui que, nous français, avons contribué à propager depuis la Révolution, loin de s'imposer comme un modèle universel, se trouve rejeté par les trois quarts de la planète.

Le coup du 11 septembre 2001 a pu être considéré comme une illustration de cette fracture.

Une tentative d'explication conduit à ouvrir quelques pistes: Juridique, Technologique, Economique, Politique.

LA PISTE JURIDIQUE

La problématique d'un nouvel ordre international de l'information n'est pas nouvelle. Elle repose sur le texte de la convention de création de l'UNESCO adoptée à Londres le 16 novembre 1945, qui proclame le droit à l'information. Elle se base sur les résolutions adoptées par les Nations Unies au cours de la première assemblée générale entre le 23 octobre et le 16 novembre 1946 qui affirment la liberté de l'information comme un droit fondamental.

D'innombrables textes ultérieurs affirmeront la libre circulation de l'information puis transformeront ces droits et libertés en droit de la communication conçu comme droit à la liberté d'opinion et d'expression.

Le droit à la communication englobe la liberté d'informer autrui et d'être soi-même informé.

Il est conçu comme une capacité d'interaction et de dialogue, ce qui implique un droit de rectification, un droit de réponse ainsi que des devoirs: devoir de préservation de l'intégrité culturelle, devoir d'échanges culturels, devoirs de formation, devoirs d'établir des normes professionnelles. Ces droits et devoirs débouchent sur la nécessité d'évaluation de la technologie et de transfert de ces technologies.

On a donc pensé que ces multiples textes, massivement signés par les états, devaient aboutir à un ordre international de l'information.

La quatrième conférence des chefs d'état des pays non alignés qui s'est tenue à ALGER en septembre 1973, la conférence régionale de l'UNESCO de SAN JOSE en juillet 1976 et la conférence générale de NAIROBI en novembre 1976, ont ouvert un débat sur le sujet. Plus de 25 ans après, le débat est encore ouvert sans qu'on puisse affirmer que l'obstacle à l'exercice de ces libertés et de ces droits est aujourd'hui levé, même après la disparition d'une forme de régime coercitif de la pensée comme le communisme, remplacé par de vieilles coercitions, résultat des interprétations intégristes de la foi et des comportements religieux.

La liberté d'information, au centre des rapports est-ouest, est encore aujourd'hui au centre de tous les rapports conflictuels dans le monde.

Juridiquement, aucun texte n'est applicable dans l'inégalité des situations qui prévaut entre les peuples, mais l'obstacle essentiel à la mise en œuvre de textes reconnus et adoptés demeure l'obstacle culturel. La liberté n'a pas la même signification pour un américain ou un européen et pour un chinois, un indonésien ou un colombien. La fracture de la liberté passe par celle de l'éducation, de la religion, de la culture, à partir d'un seuil économique minimal.

LA PISTE TECHNOLOGIQUE

En cette fin de siècle, qui refuserait de s'engouffrer dans une problématique à la mode? Que de tâtonnements, d'erreurs de choix, de coûts prohibitifs, au détriment des programmes d'accès au savoir, de formation, d'éducation ! L'avancée technologique, avec pour objectif les seules compétitivité et productivité a contribué à élargir le fossé entre le modèle occidental que nous proposons et l'autre. Certes, les nouvelles technologies ouvrent des perspectives particulièrement alléchantes dans le domaine de l'interactivité.

Mais, c'est là encore un raisonnement sur des modèles qui nous sont propres et qui se révèlent inefficaces dans de nombreux pays de culture différente. Dans les années 70, on a bien vu l'échec du centre de télévision éducative de BOUAKE en Côte d'Ivoire, dont on pensait qu'il pourrait se substituer efficacement à l'école traditionnelle et devenir un modèle pour les pays en voie de développement.

Dans les années 1990/2000, les fameuses autoroutes de l'information sont demeurées le privilège des pays développés, tandis que seule une minorité sur la planète bénéficiera du choix de s'informer, de se distraire ou de se former à domicile, même si la télévision pénètre au fond des jungles amazoniennes ou de Bornéo.

LA PISTE ECONOMIQUE

Une question simple induit la réponse : Pouvons nous raisonnablement penser que le coût des investissements, des programmes à mettre en œuvre pour bâtir des réseaux de médias de type occidental, soit à la portée d'un pays du tiers monde ? Au sein même du monde occidental, face à l'Amérique, l'Europe a-t-elle les capacités ou même la volonté de mettre en œuvre une industrie de l'image compétitive lorsqu'on sait que plus de 80 % de l'image transportée dans le monde sur des supports divers est une image d'origine américaine.

LA PISTE POLITIQUE

Le pouvoir politique n'est plus le seul à tenter de soumettre les médias et l'information à ses intérêts. Ce sont tous les pouvoirs qui attribuent aux médias et à l'information qu'ils véhiculent la clé de leur durée et de leur efficacité et consacrent des efforts importants y compris financiers à rechercher ou à conserver une emprise sur les médias. Nous en avons des exemples récents en France. Ici, la piste politique rejoint l'économique pour la maîtrise de "grandes manœuvres" destinées à la mise en coupe réglée des journalistes que l'on essaye de manipuler... TIMISOARA, la guerre du GOLFE, la liste est longue dans tous les pays même les plus avancés.

Malgré les grandes manœuvres internationales tendant à la concentration des groupes médiatiques à l'échelle mondiale, ce sont les pouvoirs politiques des états qui demeurent les arbitres.

Ainsi le choix entre un modèle mondialiste, celui de l'occident riche, et une pluralité de modèles éclatés et ponctuels, illustre le combat que se livrent ce que le professeur René-Jean DUPUY a appelé la " dialectique de l'éclatement " face à la " dialectique de la globalisation ". La déclinaison occidental / universel/ nouvelles technologies, se heurte avec de plus en plus de force à une autre déclinaison, non occidental /particulier /technologies primitives. Cette deuxième déclinaison, lentement mais sûrement, tend à se transformer en : non occidental /universel /nouvelles technologies.

Au terme de ce processus, toute volonté planétaire et aspiration à la globalisation risquent d'être anéanties au profit d'un ordre anarchique, en ce qu'il s'efforce de rassembler les pièces d'un puzzle qui ne sont pas faites pour s'emboîter.

JEAN-CLAUDE COURDY

www.geopolitis.net